

## Fascisme italien - Notions préalables

### 1. L'Italie de 1870 à 1914

L'unification italienne, achevée en 1870, a laissé pendant quatre questions :

1. celle des nationalités : l'Italie revendique toujours plusieurs territoires (les « provinces irrédentissimes », c'est-à-dire une partie de la Croatie) qui lui seront promis par la France et l'Angleterre en échange de son entrée en guerre aux côtés des États de la Triple Entente (Traité de Londres, 1915) ;
2. celle de l'industrialisation : le pays est littéralement « coupé en deux », entre un Nord prospère et industrialisé, et un Sud pauvre et agricole ;
3. celle de l'auto-suffisance : la production agricole nationale est insuffisante, ce qui contraint nombre d'Italiens à l'expatriation ;
4. celle de la religion : depuis l'annexion de Rome au Royaume d'Italie, le Pape se considère prisonnier au Latran, et refuse tout contact avec les autorités italiennes, qui se montrent hostiles à toute intervention de l'Église dans la vie publique.

### Le royaume d'Italie entre 1871 et 1915



Source : [https://upload.wikimedia.org/wikipedia/commons/7/75/Kingdom\\_of\\_Italy\\_-\\_1871.png](https://upload.wikimedia.org/wikipedia/commons/7/75/Kingdom_of_Italy_-_1871.png)

## 2. Les conséquences de la première guerre mondiale

### 1. Les conséquences économiques et sociales

La guerre a fortement ébranlé les bases déjà fragiles de la société italienne. L'Italie compte 670.000 tués et près d'un million de blessés. Ses provinces du Nord-Est ont été ravagées par les opérations militaires, et son industrie, de création récente, a souffert de la pénurie de main-d'œuvre, de matières premières et de capitaux. Sur le plan financier, la guerre a eu pour effet, outre l'augmentation des impôts, d'accroître l'endettement de l'État, obligeant celui-ci à recourir à l'emprunt et à l'inflation. Il en résulte une montée vertigineuse des prix, non compensée par une hausse des salaires, et la paupérisation des classes populaires et de la classe moyenne.

### 2. Les conséquences morales

Le pays traverse également, au lendemain du conflit, une profonde crise morale. Beaucoup d'Italiens avaient espéré qu'une guerre victorieuse donnerait à leur pays un certain poids dans la vie internationale. Or les Alliés ne tiennent pas les promesses du Traité de Londres (1915 - octroi des « provinces irrédentissimes »).

### Le royaume d'Italie en 1919



Source : [https://fr.wikipedia.org/wiki/Histoire\\_de\\_l'Italie#/media/Fichier:Kingdom\\_of\\_Italy\\_1919\\_map.svg](https://fr.wikipedia.org/wiki/Histoire_de_l'Italie#/media/Fichier:Kingdom_of_Italy_1919_map.svg)

Les traités de Saint-Germain-en-Laye (1919) et Rapallo (1920) octroient à l'Italie le Trentin, Trieste et une part de l'Istrie, mais ni la Dalmatie ni la Croatie. Exploité par les nationalistes (tel le poète d'Annunzio, responsable de l'occupation du port de Fiume – aujourd'hui Rijeka – en 1919), le thème de la « victoire mutilée » va ainsi nourrir de vifs ressentiments dans l'opinion italienne. La guerre a d'autre part provoqué la rancœur des combattants envers un régime jugé responsable de son déclenchement et incapable d'assurer le reclassement des démobilisés.

### 3. Crise politique et tensions sociales (1919-1922)

#### 1. La crise dans les industries

L'économie de guerre a concédé d'énormes profits aux industries liées à l'armement. Mais cette expansion, artificielle et dépendante des commandes de l'État, ne touche pas tous les secteurs de la même manière. De plus, elle n'est absolument pas planifiée. Lorsque survient la paix, les industries, dépourvues brutalement de commandes, connaissent d'énormes difficultés. Beaucoup font faillite, et le nombre de chômeurs s'envole (2.000.000 de sans-emploi en 1919). La crise sociale prend dès lors un tour révolutionnaire. Les grèves « sauvages » et les occupations d'usines se multiplient, accompagnées d'émeutes et de pillages par des foules affamées.

#### 2. La crise dans les campagnes

Dans les campagnes, le mouvement mobilise la paysannerie pauvre à qui ont été imposés les plus lourds sacrifices (elle formait la grande masse des fantassins) et à qui l'on a promis pendant la guerre une solution au « problème des terres ». Promesse vague et aussitôt oubliée une fois la paix revenue. Aussi voit-on se développer à partir de l'été 1919 un puissant mouvement d'occupation des terres non cultivées et des grands domaines.

#### 3. La crise gouvernementale

La direction de l'Italie demeure entre les mains de la bourgeoisie libérale et conservatrice. Affaiblis et abandonnés du peuple, les gouvernements se refusent à toute réforme profonde, mais se révèlent également incapables de maintenir l'ordre. Inquiètes face à une situation qui leur rappelle la Révolution bolchevique (la « peur du rouge »), les classes possédantes (et surtout la petite et moyenne bourgeoisie en voie de prolétarisation) se décident alors à appuyer un groupement politique d'abord insignifiant, mais résolu à s'opposer par la force à la poussée révolutionnaire : les fascistes, menés par Benito Mussolini.

#### 4. Mussolini : quelques éléments de biographie

Né en Romagne en 1883, fils d'un forgeron tenancier de cabaret, Mussolini grandit dans un milieu pauvre, d'esprit anarchiste. Devenu instituteur, il milite parmi les socialistes révolutionnaires, et devient en 1912 rédacteur de leur journal, *Avanti* ; il y développe alors des idées pacifistes.

En 1914, il change brusquement d'opinion et est exclu du parti socialiste. Il fonde alors son propre journal, *Il Popolo d'Italia*, qui réclame l'intervention italienne aux côtés des Alliés. Mussolini participe à la guerre, d'où il revient blessé (1917). En 1919, il reprend la direction de son journal, où il mène de vigoureuses campagnes contre la dégradation de l'État et pour l'établissement d'un régime fort.

En mars 1919, il fonde les premiers *Faisceaux italiens de combat*, groupant pêle-mêle anarcho-syndicalistes, nationalistes d'extrême-droite et combattants mal réadaptés à la vie civile. Son programme, marqué par un rejet sans concession de la société italienne démocratique et la volonté d'imposer un « ordre nouveau » (Mussolini se dit en effet « réactionnaire, antiparlementaire, antidémolibéral, antisocialiste »), ne se précise que lentement.

#### Benito Mussolini



Source : [https://upload.wikimedia.org/wikipedia/commons/6/67/Mussolini\\_biografia.jpg](https://upload.wikimedia.org/wikipedia/commons/6/67/Mussolini_biografia.jpg)

## 5. Vers un un État fasciste

Après une défaite électorale (1919), Mussolini transforme ses *Faisceaux* en formations paramilitaires, les « chemises noires ». Le moyen choisi pour accéder au pouvoir est désormais « l'action », c'est-à-dire l'intimidation ou l'élimination physique des opposants politiques, les attentats contre les organisations syndicales et politiques d'extrême-gauche (utilisation des chômeurs comme briseurs de grèves ; Milan, 1922). Le mouvement fasciste devient le point de ralliement des mécontents ; les propriétaires fonciers et les industriels lui apportent alors une aide financière.

En 1922, Mussolini prépare un coup de force devant – si nécessaire – être appuyé par une marche sur Rome. Le roi Victor-Emmanuel III, contre toute attente, le charge alors de constituer un gouvernement. Le lendemain, les « chemises noires » défilent à Rome sans rencontrer de résistance...

**Au moment de la marche sur Rome, en octobre 1922,  
Benito Mussolini passe en revue les Chemises noires**



Source : [https://www.larousse.fr/encyclopedie/data/images/1310908-Les\\_Chemises\\_noires.jpg](https://www.larousse.fr/encyclopedie/data/images/1310908-Les_Chemises_noires.jpg)

Entre 1922 et 1925, Mussolini entreprend la mise en place de sa dictature. Dès 1922, après un discours menaçant au Parlement (le discours « du bivouac »), il obtient les pleins pouvoirs pour 12 mois.

Il entreprend alors :

- de maintenir une démocratie de façade tout en créant une série d'institutions parallèles. ;
- d'instaurer un régime de terreur contre les forces de gauche (1923, création officielle d'une milice fasciste ; 1924, meurtre du député socialiste Matteotti).

## 6. L'État fasciste

En 1925, Mussolini met fin aux institutions démocratiques. Son pouvoir, absolu, relayé par le Parti National Fasciste, est conforté par les « lois fascistissimes » :

- fin de la responsabilité ministérielle ;
- fin du droit d'initiative des députés ;
- abolition de la liberté de la presse ;
- suppression ou limitation des libertés individuelles ;
- annulation des passeports ;
- création d'une police politique ;
- mise sur pied de tribunaux spéciaux ;
- interdiction des partis, organisations et syndicats non fascistes ;
- signature des accords du Latran avec le pape (1929), par lequel l'Italie reconnaît la souveraineté pontificale sur le Vatican, des privilèges à l'Église catholique et un traitement aux curés.

La société entière est désormais sous contrôle de l'État : l'individu s'y efface au profit de l'État et de son chef (« Tout est dans l'État, rien contre l'État, rien en dehors de l'État » ; « Le *Duce* a toujours raison »). C'est la création d'un système totalitaire.

Le contrôle total de l'individu au travers de l'État ne peut s'accommoder d'une économie libérale. Mussolini entreprend dès lors de constituer un véritable État corporatif, où l'activité économique est planifiée, et le travailleur encadré du berceau au tombeau :

- promulgation d'une législation sociale ;
- développement d'un programme de grands travaux (« bataille du blé » pour assurer l'auto-suffisance agricole - 1925 ; assèchement des marais pontins) ;
- encadrement de l'individu à tous les âges de la vie via les mouvements de jeunesse fascistes (6-8 ans : *enfants de la Louve* ; 8-14 ans : *balillas* ; 14-18 ans : *avant-gardistes* + entraînement militaire) et le syndicat fasciste ;
- développement d'une propagande massive.

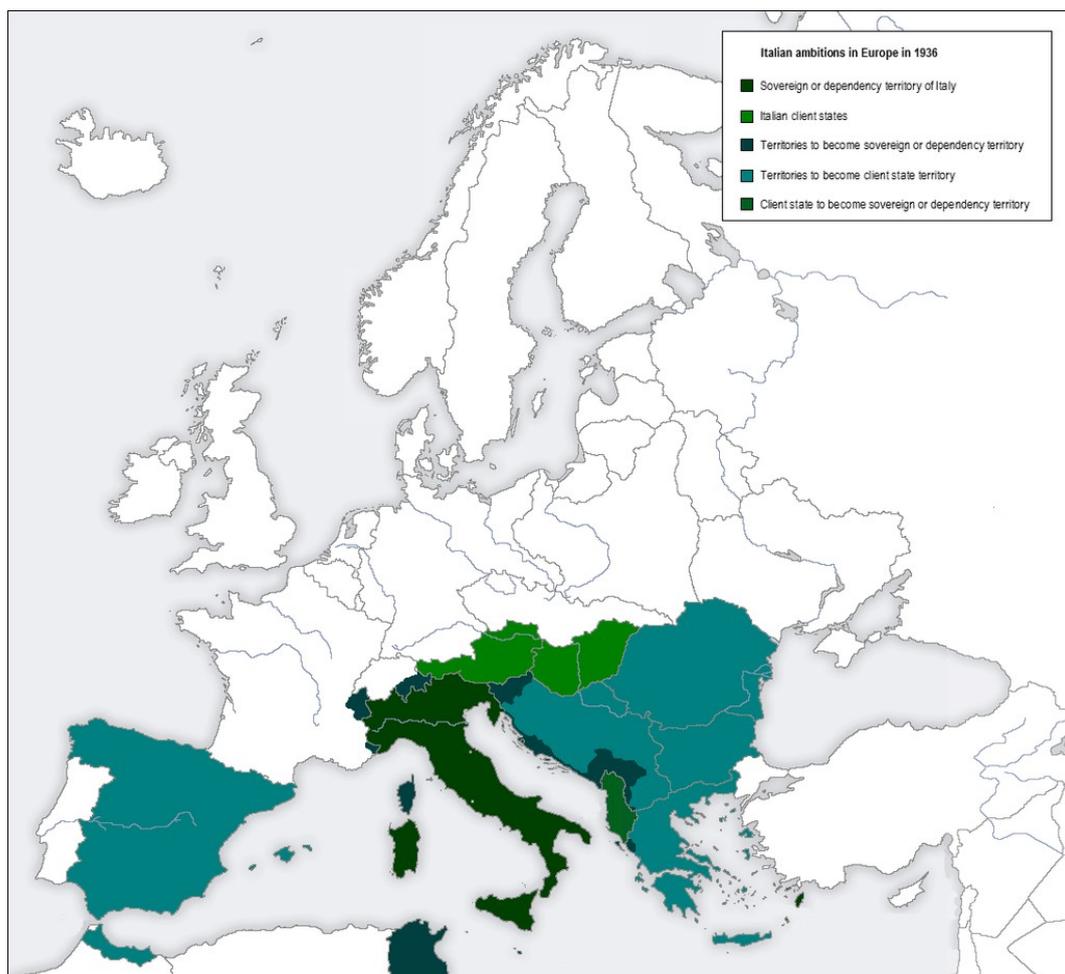
## 7. La politique extérieure

Jusqu'à la crise de 1929, l'Italie développe une politique extérieure plutôt conciliante à l'égard de ses voisins :

- signature d'accords frontaliers avec la Yougoslavie (1924) ;
- adhésion à la Société des Nations (SDN - 1928) ;
- intervention militaire dans le col du Brenner après l'assassinat du chancelier autrichien Dolfuss par les Nazis, et la tentative allemande d'annexer ce pays (1934).

Mais ensuite, la crise économique force Mussolini à trouver un exutoire aux problèmes que connaît alors l'Italie. Il décide alors d'envahir l'Éthiopie (1936), ce qui lui vaut une condamnation de la SDN. Il se rapproche dès lors de l'Allemagne [axe Rome-Berlin (défensif), 1936 ; Pacte d'Acier (offensif), 1939] et du Japon, signant en 1937 le pacte Antikomintern [= anti-communiste].

### Ambitions territoriales italiennes en Europe (1936)



Source :

[https://en.wikipedia.org/wiki/Italian\\_Empire#/media/File:Italy\\_aims\\_Europe\\_1936.png](https://en.wikipedia.org/wiki/Italian_Empire#/media/File:Italy_aims_Europe_1936.png)